

PROJET D' APPUI AUX GOUVERNEMENTS OUVERTS FRANCOPHONES (PAGOF2)

Projet	Projet d'appui aux Gouvernements ouverts francophones - PAGOF2
Lieux	Côte d'Ivoire - Tunisie - Sénégal - Maroc - Bénin
Budget Global	7 millions d'euros
Intitulé de la mission	Evaluation finale et capitalisation du PAGOF2
Date du projet	Juin 2022 - Novembre 2025
Nature du marché	Prestation de service
Periode de la mission	Mai - Septembre 2025
Personnes contact	Nicole NKOA nicole.nkoa@expertisefrance.fr Tarik NESH-NASH tarik.nesh-nash@opengovpartnership.org Selene D'ANGELO selene.dangelo@expertisefrance.fr
Financement	AFD

1 CONTEXTE

1.1 Contexte général

Inauguré en septembre 2011, le Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO) est une initiative multilatérale qui compte aujourd'hui plus de 70 Etats, ainsi que des ONG et représentants de la société civile. La France l'a rejoint en avril 2014. Il associe, au sein d'une même structure internationale, les gouvernements et la société civile avec le même pouvoir d'initiative et de décision.

Le Partenariat s'attache, au niveau international, à promouvoir la transparence de l'action publique et la gouvernance ouverte, à renforcer l'intégrité publique et à combattre la corruption, à promouvoir la participation des citoyens et citoyennes à l'élaboration des politiques publiques, via notamment les nouvelles technologies, le numérique et l'ouverture des données. Au niveau national, il contribue dans chaque pays membre à nourrir le dialogue entre l'Etat et la société civile, grâce à l'élaboration de « Plans d'action nationaux » qui comportent une série d'engagements visant à faire progresser la transparence, la participation citoyenne et la modernisation de l'action publique.

Lors de sa co-présidence du Partenariat pour un Gouvernement Ouvert (PGO - sept. 16-sept. 17), et dans le cadre de son Plan d'Action National 2018-2020, la France s'est engagée à soutenir la transparence de l'action publique au niveau international en affichant un soutien aux pays francophones dans la mise en œuvre de leur Plan d'Action National (PAN). Le Gouvernement français a ainsi mis en place, via un financement de l'AFD, le Projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF).

Sur cette base, l'AFD a décidé de confier à Expertise France (Agence française d'Expertise Technique Internationale) et au CFI (Agence Française de développement médias) ce projet d'Assistance Technique, à destination des pays d'Afrique francophone, et ainsi accompagner ces derniers dans la mise en œuvre de leur réforme de Gouvernement Ouvert (GO).

La première phase du projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (PAGOF1) d'une durée de 3,5 ans, a ciblé en priorité les 3 pays déjà membres de l'initiative internationale, à savoir : la Tunisie, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire (2018 -2022). Fort de son succès, une seconde phase de trois ans a été validée par l'AFD.

Pour sa deuxième phase de mise en œuvre couvrant la période 2022-2025, le projet d'Appui aux Gouvernements Ouverts Francophones (#PAGOF2) cible 4 pays, à savoir : Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie et Sénégal.

1.2 Présentation du projet

Avec un budget global de 7 millions d'euros sur une période de 42 mois (2022-2025), le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'unité de support du PGO en Afrique et Moyen orient, avec CFI comme partenaire opérationnel pour le volet média, en collaboration avec les partenaires techniques et institutionnels. Les bénéficiaires du projet sont les administrations au niveau central, local et législatif, les institutions publiques et les organisations de la société civile dont les médias.

L'objectif principal du #PAGOF2 est d'accompagner les administrations et la société civile dont les médias des pays bénéficiaires dans la réalisation de leurs engagements de Gouvernement Ouvert. Le projet s'attache à soutenir les pays dans le respect des principes du PGO que sont : (i) la transparence de l'action publique et l'accès aux données, (ii) la participation des citoyens à l'élaboration et à l'évaluation des politiques publiques, (iii) l'intégrité de l'action publique et des agents publics, et (iv) l'utilisation des nouvelles technologies pour promouvoir l'ouverture et la redevabilité. Le projet vise enfin à sensibiliser et à soutenir les efforts des pays d'Afrique francophone dans leur démarche d'adhésion au PGO à travers sa composante régionale.

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l’OGP avec le soutien de l’AFD

La phase 2 du PAGOF s’achèvera en novembre 2025. Une phase trois pourrait être envisagée, en s’appuyant sur les enseignements tirés des deux premières phases. A cet effet, cette mission inclura également un exercice de capitalisation externe du projet, visant à recueillir et analyser les retours d’expérience des différentes parties prenantes impliquées.

Les objectifs complémentaires ayant motivé la mise en œuvre conjointe du projet par l’OGP et Expertise France, et dont les résultats feront l’objet de la présente évaluation, sont les suivants :

Institution	Objectifs
OGP	Objectif 1 : Soutenir des processus de co-crédation inclusifs et la mise en œuvre efficace d'engagements ambitieux par les membres du PGO en Afrique francophone
OGP	Objectif 2 : Encourager l'adhésion au PGO parmi les pays non membres du PGO en Afrique francophone
OGP	Objectif 3 : Renforcer les coalitions thématiques et régionales
OGP	Objectif 4 : Construire un leadership politique et de la société civile de haut niveau en Afrique francophone
EF	Objectif général 1 : Accompagner les pays partenaires (OSC et Administration) dans la réalisation de leurs réformes de Gouvernement Ouvert en lien avec leur Plan d’Action National
EF	Objectif général 2 : Diffuser la culture du Gouvernement ouvert au niveau national et local, et au sein d’un nombre d’acteurs élargi
EF	Objectif général 3 : Valoriser, au niveau régional, les bonnes pratiques et expériences réussies de plusieurs pays d’Afrique francophone

2 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION D’EVALUATION FINALE

2.1 Objectifs de la mission

2.1.1 Raison d’être et objectifs de l’évaluation

L’évaluation finale portera sur la mise en œuvre du programme depuis son lancement en juin 2022 jusqu’au moment de réalisation de l’évaluation.

Elle doit permettre de répondre à deux principaux objectifs :

- *Évaluer la qualité du programme au regard des critères définis par le Comité d’Aide au Développement (CAD) — à savoir : la pertinence, la cohérence, l’efficacité, l’efficience, les effets/impacts du PAGOF2, ainsi que sa durabilité. (cf. <https://www.oecd.org/fr/cad/evaluation/criteres-cad-evaluation.htm>)*
- *Formuler des orientations prospectives en vue d’une éventuelle troisième phase du programme, en proposant des recommandations à la fois stratégiques et opérationnelles. Celles-ci devront contribuer à la définition des actions prioritaires et au mode de gouvernance du programme, en tenant compte des chantiers devenus autonomes après deux phases, tout en identifiant les domaines qui nécessitent encore d’être consolidés.*

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'OGP avec le soutien de l'AFD

Dans la perspective d'une phase 3 du projet, cette évaluation devra ainsi permettre de faire le bilan la phase 2 dans chaque pays d'intervention mais également de préparer la suite notamment en mettant en avant les axes et activités les plus efficaces et pertinents, ceux à répliquer ou à faire évoluer via des recommandations.

2.1.2 Résultats attendus de l'évaluation

L'évaluation finale doit permettre de répondre au questionnaire évaluatif proposé ci-dessous :

<p><i>Pertinence et cohérence</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans quelle mesure les objectifs et la conception du projet répondent-ils aux besoins des bénéficiaires et sont-ils alignés sur les priorités nationales en matière de Gouvernement Ouvert ? ▪ Quelle cohérence existe-t-il entre les activités du projet et les Plans d'Actions Nationaux des pays bénéficiaires ? ▪ Quels enseignements peut-on tirer de la mise en œuvre globale en termes de pertinence ? ▪ Comment le projet a-t-il su s'adapter aux changements contextuels dans les pays ? ▪ Dans quelle mesure les parties prenantes ont-elles été impliquées et se sont-elles approprié le projet et les principes du PGO ? <p>Recommandations pour une phase prochaine :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Comment est-ce que les objectifs et la conception (activité, posture du projet) d'une future phase pourrait consolider la pertinence de ce type de projet ? Comment ce « capital » issu du PAGOF pourrait nourrir d'autres approches, d'autres projets ? ▪ Si possible suggérer des indicateurs objectivement vérifiables qui pourraient être mis en place.
<p><i>Efficacité :</i></p>	<p>Dans la perspective d'une future phase du projet, avoir un regard sur ce qui a été efficace permettra de nourrir la réflexion sur les futures activités à mener. Dans quelle mesure le projet a obtenu les résultats escomptés et ses objectifs spécifiques ont été atteints (ou sont sur le point de l'être) ? notamment sur les aspects suivants :</p> <p><u>En termes de collaboration entre Expertise France, l'OGP et l'AFD:</u></p> <p>Quelles approches stratégiques et de coopération ont permis d'obtenir les résultats escomptés ? Est-ce que le modus operandi a produit des résultats inattendus ?</p> <p><u>En termes de décentralisation et soutien aux gouvernements ouverts au niveau local au Maroc et en Côte d'Ivoire:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En quoi le projet a permis de sensibiliser aux principes du PGO au niveau local ? De produire et partager des outils en la matière pour renforcer la communication et la participation citoyenne au niveau des collectivités territoriales ? ▪ Dans quelle mesure cela a provoqué des changements au niveau local ? ▪ Dans quelle mesure le projet a permis d'atteindre des changements sur les cadres légaux de mise en œuvre du budget participatif au niveau local : harmonisation et vulgarisation ? <p><u>En terme d'élargissement du scope des nouveaux acteurs au processus national des pays membres couverts</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En quoi le projet a permis l'ouverture de nouveaux chantiers et l'implication de nouveaux acteurs dans le processus OGP ? ▪ Quels ont été les effets de la sensibilisation aux principes du PGO à tous les niveaux au différent niveau de l'Etat ?

	<p><u>En termes de soutien à la transparence en Côte d'Ivoire, en Tunisie et au Sénégal</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quels ont été les effets des activités liées à la publication des données publiques (budgétaires et autres) en format ouvert ? ▪ Dans quelle mesure les formations des OSC et des médias ont été efficaces pour permettre leur réutilisation ? ▪ Dans quelle mesure les OSC ont renforcé leurs capacités sur les techniques d'analyse budgétaire et sur le suivi des investissements et des documents budgétaires ? ▪ Quels ont été les effets des formations des OSC sur la réutilisation des données Ouvertes ? <p><u>En termes de dynamique régionale au niveau francophone :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ En quoi le projet a permis de dynamiser les échanges entre pairs et au sein de la communauté dans les pays d'Afrique francophone ? ▪ Quels ont été les effets du projet sur le processus d'adhésion des pays éligibles ? ▪ Quelles sont les initiatives multipays qui sont nées du PAGOF2 ? <p><u>En termes de participation citoyenne :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quels sont les effets du projet en termes de structuration des OSC en groupes thématiques et renforcement des capacités des OSC ? <p><u>En termes de renforcement des connaissances sur le gouvernement ouvert :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Dans quelle mesure le projet a permis l'apparition d'espaces de discussion entre OSC, autorités nationales et locales, médias, autres acteurs, notamment via le Forum des gouvernements ouverts ? ▪ Dans quelle mesure le projet a permis de renforcer les capacités des médias en datajournalisme, fact checking et loi d'accès à l'information ?
Efficiencia :	<p><i>Analyse des liens entre les différentes activités, les ressources disponibles (humaine, financière administrative) et les résultats escomptés</i></p> <p><i>Analyse de la qualité de la gestion quotidienne, par exemple en ce qui concerne :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ la planification et la mise en œuvre des travaux opérationnels (apport de ressources, gestion des activités et obtention de résultats) et les allocations budgétaires (notamment le contrôle des coûts et la détection d'un budget insuffisant ou de mauvaises allocations budgétaires); ▪ la coordination opérationnelle est-elle optimale (le rôle des coordinateurs locaux, la complémentarité des opérateurs dans la cogestion du projet : cout de coordination, articulation des interventions etc., les relations/la coordination avec les parties prenantes, les bénéficiaires et les autres bailleurs de fonds; ▪ la qualité de la gestion des informations et de l'élaboration de rapports, et la mesure dans laquelle les parties prenantes ont été tenues correctement informées des activités du projet (notamment les bénéficiaires/groupes cibles).
Impact et effet :	<p>Impact</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quels sont les principaux impacts obtenus par le projet au niveau de chaque pays mais également au niveau régional après deux phases de mise en œuvre ? ▪ Quelle dynamique enclenchée au niveau régional ? <p>L'évaluateur s'appuiera sur les résultats d'effet de l'évaluation finale de la phase 1e du projet pour décliner les impacts observés après deux phases de mise en œuvre.</p>

	<p>Effet PAGOF2</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Quel a été la contribution du projet aux trajectoires démocratiques des pays concernés « qu'est-ce qui subsiste des initiatives lancées ? », y compris dans des contextes qui respectent moins les principes de l'OGP ▪ Est-ce que le projet a été facilité/freiné par la participation des parties prenantes concernées ? ▪ Est-ce que le projet a été facilité/freiné par des facteurs externes ? ▪ Est-ce que le projet a eu des retombées globales involontaires ou inattendues, positives ou négatives ? <p>Faire des recommandations pour la future phase</p>
Viabilité/ Durabilité :	<p><i>Appropriation des objectifs : la mesure dans laquelle toutes les parties prenantes ont non seulement été consultées, dès le départ, sur les objectifs visés et les ont approuvés, mais ont continué de les soutenir ;</i></p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Est-ce que les bénéfices nets du projet perdureront ou sont susceptibles de perdurer après le projet ? ▪ En quoi les actions mises en œuvre sont pérennes ? ▪ Existe-t-il des « acquis » qui ne nécessiteraient plus de soutien dans une prochaine phase, et quels aspects méritent d'être consolidés ? ▪ Quelle connaissance élargie des actions « sectorielles » PGO dans chacun des pays ? Peut-on parler aujourd'hui d'une culture du gouvernement ouvert dans ces 4 pays ou comment a-t-elle progressée ? ▪ La viabilité financière : les services fournis sont-ils susceptibles de le rester après la fin du financement ? Quid de l'institutionnalisation des démarches pilotes engagées ? La prise en charge de certains frais est-elle assurée ? ▪ Quelle visibilité et quelle connaissance du soutien de la coopération française au PGO ? ▪ Quelle pourrait être la viabilité du projet au sein du PGO ? Quelles autres pistes de financement envisager ?

NB : Des études de cas pour répondre à certaines de ces questions évaluatives sur des thématiques ou activités phares ou spécifiques du projet pourront être produites par les consultant-e-s.

- A ce jour, les activités ont-elles débouchées sur des résultats non prévus initialement ? Quels sont-ils ?
- A ce jour, les actions entreprises ont-elles débouchées sur des chantiers autonomes ?
- En quoi les comportements des bénéficiaires (à différents niveaux) ont changé notamment sur les aspects d'implication de la société civile par l'administration dans les différents processus du PGO (processus de co-construction ; processus de suivi-évaluation des engagements des PAN etc.) ?
- Identification des défaillances éventuelles et les contraintes rencontrées

NB : Les questions évaluatives sont présentées à titre indicatif, elles pourront faire l'objet d'une réflexion et d'une priorisation à l'issue de la phase de cadrage avec l'équipe d'évaluation/capitalisation retenue.

L'équipe d'évaluation devra s'appuyer sur le dispositif de suivi évaluation pour ressortir 8 grands chiffres clés sur le PAGOF2.

Les candidat-e-s retenu-e-s devront impérativement fournir un jugement de valeur sur chacune des questions d'évaluation soulevées par l'examen des critères. Dans le cadre de cette analyse, les candidat-e-s retenu-e-s s'assureront que les jugements formulés pour chacun des cinq critères d'évaluation permettent de recouvrer l'ensemble des étapes marquantes du cycle du projet.

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'OGP avec le soutien de l'AFD

les candidat-e-s retenu-e-s devront en outre vérifier si les questions transversales suivantes: l'égalité des genres, la durabilité de l'environnement ont été prises en compte lors de l'identification/la formulation des documents et à quel degré celles-ci se sont retrouvées dans la mise en œuvre et la supervision de l'action. Toutes les conclusions et analyses faites par le prestataire doivent s'appuyer sur des faits et des éléments de preuve, découler de chaînes de raisonnement claires et reposer sur des jugements de valeur transparents. Chaque jugement de valeur doit indiquer clairement l'aspect du projet jugé et le critère d'évaluation utilisé.

Le rapport d'évaluation doit éviter de favoriser systématiquement les conclusions positives. Les critiques sont les bienvenues dès lors qu'elles sont exprimées de manière constructive. L'évaluateur devra fournir les éléments de preuves expliquant les analyses, les liens de cause à effet et tenter d'identifier les facteurs générant ou entravant le progrès. Leur travail doit encourager la responsabilisation, la prise de décisions, et l'apprentissage.

3 DESCRIPTION DE LA MISSION D'ÉVALUATION FINALE

3.1 Déroulement

Il est demandé à l'équipe de consultant-e-s d'associer étroitement Expertise France et l'OGP à la construction de son raisonnement, par des liens réguliers tout au long de la mission, de la note de cadrage jusqu'à la réunion de présentation du rapport final. En particulier, un partage des constats et des premiers éléments d'analyse doit se faire dès la fin de la mission, avant la rédaction du rapport provisoire.

3.1.1 Phase de cadrage

Au cours de cette phase préparatoire, l'équipe d'évaluation devra :

- Consulter toutes les informations et tous les documents relatifs au projet à évaluer (instruction, exécution, suivi) et permettant la compréhension de son contexte. Les documents à consulter seront mis à la disposition des consultant-e-s par le référent désigné par l'équipe projet.
- Identifier toutes les parties prenantes du projet ;
- Reconstruire la logique d'intervention du projet en étudiant le cadre logique du projet afin : (i) de clarifier les objectifs de l'intervention et de les traduire en changements attendus et (ii) d'aider à juger la cohérence interne de l'intervention et (iii) à identifier les hypothèses de départ (ou postulats, souvent implicites) qui ont guidé a priori le montage du projet, et d'en évaluer a posteriori le bien-fondé ;
- Approfondir le cadre de l'évaluation sur la base des termes de référence, des documents collectés et de la logique d'intervention reconstruite. Plus particulièrement, il s'agira : (i) de préciser les principales questions qui serviront à focaliser le travail d'évaluation sur un nombre restreint de points clés; (ii) d'établir les étapes du raisonnement qui permettront de répondre aux questions (critères de jugement) ; (iii) de préciser les indicateurs à utiliser pour répondre aux questions et les sources d'informations correspondantes (documentation, entretiens, focus group, enquêtes, ...).

À partir de ce travail méthodologique l'équipe d'évaluation proposera une note de cadrage incluant :

1. Une description détaillée des objectifs et enjeux de l'évaluation
2. Une description détaillée du périmètre de l'évaluation : temporel, géographique, actions constitutives du projet évalué
3. Une analyse des parties prenantes
4. Une reprise de la théorie du changement du projet
5. Une reformulation du questionnaire évaluatif

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'OGP avec le soutien de l'AFD

6. Y associer des critères de réussite, des indices et indicateurs et aux outils de collecte que l'équipe d'évaluation prévoit de déployer pour apporter des éléments de réponse sous la forme d'une matrice d'évaluation
7. Une description détaillée de l'approche méthodologique retenue, des personnes avec lesquelles s'entretenir (selon une typologie pensée) et des outils de collecte retenus pour cet exercice
8. Un calendrier de réalisation de la mission d'évaluation actualisé

Ce cadrage fera l'objet d'un échange entre l'équipe projet, et l'équipe d'évaluation et permettra de discuter avec elle de la manière dont l'équipe d'évaluation entend structurer la démarche évaluative et d'en vérifier la faisabilité. Cette phase préparatoire est clé et permettra de valider la méthodologie proposée par l'équipe d'évaluation. Une liste d'acteurs ou informateurs clés à rencontrer pour des entretiens de cadrage sera transmis par l'équipe du projet.

3.1.2 Phase de collecte

La collecte de données inclura l'utilisation de plusieurs méthodes de collecte qualitatives et quantitatives pour pouvoir trianguler l'information. Lors de cette étape, l'équipe d'évaluation s'appuiera sur les données déjà recueillies (indicateurs de suivi, analyse documentaires) et procédera à la collecte de données primaires. Cette collecte pourra également se faire via une ou plusieurs missions terrain (si possible) des consultant.e.s sur le.s lieu.x d'intervention d'une durée de 3 jours par pays retenu. Le déroulé de ces missions devront être décrites dans un programme partagé avec Expertise France. Expertise France appuiera et facilitera l'organisation de ses visites. L'équipe d'évaluation pourra également procéder à la collecte d'information à distance dans certains pays.

3.1.3 Phase de formalisation des livrables

Un rapport intermédiaire

A l'issue de la phase de collecte, l'équipe d'évaluation produira un rapport intermédiaire qui restituera les éléments collectés pour chacun des outils de collecte déployé par l'équipe d'évaluation. Ce document doit permettre de partager les premiers éléments de collecte et d'assurer la traçabilité des constats et conclusions de l'évaluation depuis les données collectées. Il servira de support à une réunion intermédiaire qui réunira l'équipe d'évaluation, Expertise France et les membres du groupe de pilotage de l'évaluation.

N.B : Une mission devra être planifiée par l'équipe d'évaluation durant la semaine du 7 juillet 2025 à Cotonou, au Bénin, à l'occasion du séminaire régional de clôture du PAGOF2. Toutes les parties prenantes y seront représentées, ce qui constituera une opportunité idéale pour présenter les résultats intermédiaires, recueillir les avis et retours, en vue de finaliser le rapport.

Un rapport final provisoire

Un rapport final provisoire de maximum 40 pages hors annexes (cf. plan proposé en annexe) sera produit à l'issue des travaux complémentaires d'analyse et de contrôle qualité de l'équipe d'évaluation, ainsi qu'un support de présentation sous format Power Point. Ce rapport final provisoire sert de support à une réunion entre l'équipe d'évaluation, Expertise France et le groupe de pilotage de l'évaluation. Celle-ci permet principalement de (i) partager et discuter les conclusions provisoires relatives aux questions d'évaluation ; (ii) s'assurer que ces conclusions soient suffisamment étayées et d'identifier d'éventuelles lacunes d'analyse qui nécessiteraient un complément d'analyse. (iii) ajuster leur formulation pour aboutir à une production collective des conclusions définitives et (iv) co-construire les recommandations issues de l'évaluation. Le rapport devra intégrer un résumé des principaux résultats.

Un Rapport final définitif et une synthèse communicante

Un rapport définitif, intégrant les observations d'Expertise France et des membres du groupe de pilotage et recommandations identifiées ainsi qu'une synthèse de 2-4 pages, qui sera par la suite produit par le.s

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'OGP avec le soutien de l'AFD

consultant.e.s. Une réunion finale du comité de pilotage pourra permettre de valider officiellement le rapport et la synthèse. Celle-ci devra être proposée dans un format communicant, des fiches par résultats de l'évaluation. Exemple : <https://www.opengovpartnership.org/documents/independent-evaluation-of-ogp/>

3.1.4 Phase de restitution

Un atelier de restitution du rapport provisoire sera réalisé pour présenter les principaux résultats de l'étude et diffuser les leçons identifiées. Cet atelier sera principalement destiné à un public interne à l'agence, aux parties prenantes du projet et à l'AFD. Il sera organisé à distance.

Après avoir, de manière progressive, exposé ses observations, puis formulé ses constats et porté des jugements sur le projet à l'aune de chaque critère d'évaluation et/ou des questions évaluatives, l'équipe d'évaluation devra livrer ses conclusions générales de façon à porter une appréciation d'ensemble sur l'intervention évaluée. Ces conclusions doivent être hiérarchisées par ordre d'importance et classées par ordre de fiabilité.

L'équipe d'évaluation identifiera des leçons et/ou des recommandations stratégiques et/ou opérationnelles. Ces dernières doivent être liées aux conclusions, regroupées et classées par ordre de priorité.

3.2 Livrables attendus

Les livrables devront être soumis par email sous format Word aux destinataires qui seront indiqués à l'équipe d'évaluation lors de la phase de démarrage. Ils devront être rédigés en français. Les principaux livrables attendus sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

Livrables	# pages max.
▪ Note de cadrage (détaillant les différentes étapes dans le processus d'évaluation y compris la matrice d'évaluation)	15
▪ Rapport intermédiaire	30
▪ Rapport final	40
▪ Un résumé de l'évaluation sous un format communicant – Fiches synthétiques par résultat	2 fiches max par résultat
▪ Présentation de l'atelier de restitution (format ppt)	15

En outre, un support de présentation type diaporama devra être produit pour chaque réunion de pilotage.

Un rapport final provisoire qui ne devra pas dépasser 40 pages hors annexes (cf. plan proposé en annexe 1) sera produit à l'issue des travaux du consultant ainsi qu'un résumé de l'évaluation en format communicant sous forme de fiche, voir exemple <https://www.opengovpartnership.org/documents/independent-evaluation-of-ogp/> et enfin support de présentation sous format Power Point (à ne conserver que si utile). Expertise France et l'OGP formuleront leurs remarques et observations au consultant dans les trois semaines suivant la réception du rapport provisoire. Il pourra être transmis à (préciser de qui il s'agit en fonction du projet évalué) qui pourra également émettre ses commentaires.

Le rapport définitif, intégrant ces observations, devra être disponible dans les 15 jours suivant la réception des commentaires.

4 OBJECTIFS ET RESULTATS ATTENDUS DE LA MISSION DE CAPITALISATION

4.1 Objectifs de la capitalisation

Projet novateur de par sa logique d'intervention et des thématiques couvertes, le PAGOF dans ses deux phases a été une expérience riche d'apprentissage qu'il était important de capitaliser afin de rendre l'expérience et les connaissances partageables. Il a de ce fait été jugé essentiel de tirer les enseignements de l'expérience et de capitaliser sur les pratiques innovantes ou inspirantes observées, afin de garantir la pérennité du projet et d'assurer la diffusion de ses acquis.

Cette capitalisation constitue un jalon du projet pour documenter l'apprentissage envers le bailleur de fonds (AFD), les partenaires de mise en œuvre Expertise France, le Partenariat pour un gouvernement ouvert, les sujets de droit : partenaires nationaux du projet (administration centrale, législative et locale, les OSC et les médias). Elle doit également permettre d'identifier des enseignements, des pratiques inspirantes et mettre en avant des aspects innovants qui serviront à améliorer les pratiques des acteurs.rices et partenaires locaux.

L'expert.e aura pour mission de réaliser une capitalisation détaillée du projet PAGOF2 en se concentrant sur les aspects suivants :

- **Définition des Axes de Capitalisation** : Identifier avec les partenaires nationaux¹, les thématiques clés du projet à capitaliser, en fonction des objectifs du projet, des résultats obtenus, des défis rencontrés, et des bonnes pratiques à valoriser. Les thématiques clés dont les pratiques inspirantes pourront être documentées, les leçons apprises et les facteurs clés de succès formalisés :
 - La logique d'intervention du projet et le cadre de collaboration Expertise France/OGP/AFD
 - Les thématiques innovantes : (i) le Parlement ouvert (ii) Le Gouvernement ouvert local (iii) Les Ecoles du gouvernement ouvert ;
 - Les chantiers autonomes ;
 - Les expériences de l'appropriation du projet et du processus OGP dans chaque pays.
- **Création de Supports et Fiches de Capitalisation** : Pour chaque thématique retenue, l'expert-e produira des fiches de capitalisation structurées, comprenant les enseignements tirés, les recommandations pour le futur, ainsi que des supports visuels (diapositives, infographies, vidéos... etc.) qui facilitent la compréhension et la diffusion des résultats.
- **Contribution à la formalisation d'une stratégie de diffusion et infusion des apprentissages tirés de la capitalisation.**

Objectifs spécifiques de la capitalisation :

- Faire émerger les apprentissages en analysant les réalisations du projet en matière de transparence, participation, intégrité, et utilisation des technologies et à travers de l'intelligence collective ;
- Identifier les pratiques innovantes ou inspirantes en collaboration avec les partenaires nationaux ;
- Consolider les leçons apprises : recueillir et formaliser les leçons apprises par les parties prenantes tout au long de la mise en œuvre du projet, avec une attention particulière sur ce qui a bien fonctionné (pratiques innovantes, postures, activités pertinentes...) et qui pourrait être répliqué et ce qui pourrait être amélioré ;
- Promouvoir la diffusion des résultats et livrables de l'étude : dans le cadre d'une stratégie de

¹ Une liste complète des contributeurs.rices à cette mission d'évaluation/ capitalisation sera fournie à l'équipe retenue

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l'OGP avec le soutien de l'AFD

diffusion des apprentissages tirés de la capitalisation, concevoir des supports de communication adaptés pour la diffusion des résultats et des recommandations auprès des acteurs du projet, des partenaires techniques et institutionnels, ainsi que d'autres parties prenantes intéressées par l'approche du Gouvernement Ouvert ;

- En vue de la prolongation du projet : identifier grâce à l'intelligence collective les sujets à consolider dans une phase ultérieure.

Cette capitalisation consiste à :

- Interroger les bénéficiaires du projet et ses partenaires afin de valider les axes de capitalisation ;
- Définir un plan de capitalisation et ses livrables ;
- Identifier toutes les principales réussites et difficultés, résolues ou non, du projet depuis sa mise en œuvre ; identifier également ce qui reste à faire (peut-être construit sous forme d'atelier de co-construction de feuille de route) ;
- Identifier comment (les modalités qui ont conduits à) ces réussites se sont produites et les difficultés du projet, celles qui ont été résolues et celles qui ne l'ont pas été et pourquoi ; ainsi que comment nous avons surmonté les difficultés
- Faire émerger collectivement et analyser les modalités opérationnelles efficaces, les approches et méthodologies utilisées depuis la mise en œuvre du projet ainsi que les bonnes pratiques développées afin de consolider les acquis
- Identifier les innovations et les documenter dans une perspective de passage à l'échelle (à travers un atelier entre pairs) ;
- Mobiliser les contributeurs.rices de la capitalisation à tirer des leçons des partenariats afin de les améliorer (à travers un atelier entre pairs) ;
- Analyser collectivement l'expérience d'accompagnement des structures et la mise en œuvre réalisée et valoriser les expériences et savoir-faire des acteurs impliqués ;
- Produire des outils de capitalisation.

4.2 Résultats attendus de la capitalisation

Cette capitalisation devra permettre de fournir aux parties prenantes concernées, les éléments suivants :

- Une identification des expériences acquises depuis la mise en œuvre du projet par les parties prenantes;
- Une identification des leçons apprises et des bonnes pratiques, de manière à améliorer les actions présentes et futures ;
- Une identification d'approches innovantes ou différentes pour inspirer des futurs projets ;
- Une identification du potentiel de mise à l'échelle ou de réplication d'interventions efficaces.
- Une production des fiches de capitalisation ou un guide synthétique visuel et diffusable permettant de documenter les réussites du projet.

NB : Les axes de capitalisation sont présentées à titre indicatif, et pourront faire l'objet d'une réflexion et d'une priorisation à l'issue de la phase de lancement.

5.1 Déroulement

5.1.1 Etape de lancement :

- Participer à la réunion de cadrage (Evaluation finale + Capitalisation) pour cadrer les principaux enjeux et objectifs de la capitalisation pour les parties prenantes clés (équipes projet, bailleurs et partenaires locaux)
- Analyse du Projet : réaliser une revue documentaire du projet (rapports d'activités, rapports de missions, etc.), en prenant en compte les objectifs initiaux du projet, les résultats obtenus, les méthodologies utilisées, et les retours des bénéficiaires.
- Consultation des Parties Prenantes : mener des entretiens et des consultations avec les parties prenantes du projet (administrations, société civile, médias, partenaires techniques, etc.) pour recueillir des témoignages et des retours sur les aspects du projet à capitaliser.
- Conception des Axes de Capitalisation : sur la base des analyses et des consultations (lors d'ateliers ateliers entre pairs), définir/confirmer les thématiques clés à capitaliser, en veillant à bien prendre en compte la pertinence des sujets pour les pays concernés et les objectifs globaux du projet.
- Conception de la méthodologie (ateliers, collecte qualitative et/ou quantitative). Une attention particulière devra être portée à l'intégration du genre dans la méthodologie
- Elaborer une note de cadrage méthodologique reprenant les axes de capitalisation et la méthodologie proposée qui devra être validée par les équipes du projet.

5.1.2 Etape de mise en œuvre :

- Collecte de données : animation d'ateliers de recueil d'expériences (OSC, administrations-inclure la dimension genre dans l'organisation de ces ateliers), entretiens individuels ou collectifs, recueil de documentations, enquête... selon la méthodologie validée.

5.1.3 Etape de rédaction :

- Rédaction d'un rapport provisoire ;
- Création des Supports de Capitalisation : développé des fiches de capitalisation pour chaque thématique clé, comprenant une synthèse des enseignements tirés, des recommandations, des éléments de contexte ;
- Rédaction du Rapport Final : rédiger un rapport final qui résume l'ensemble des processus de capitalisation, des résultats obtenus et des recommandations pour la pérennité du projet et l'amélioration continue de la mise en œuvre des principes du Gouvernement Ouvert dans les pays concernés ;
- Restitution de l'étude par pays ou selon une approche multi-pays.

5.2 Livrables attendus

Les livrables devront être soumis par email sous format Word aux destinataires qui seront indiqués à l'équipe d'évaluation lors de la phase de démarrage. Ils devront être rédigés en français. Les principaux livrables attendus sont indiqués dans le tableau ci-dessous :

<i>Livrables</i>	<i># pages max.</i>
▪ Fiches de Capitalisation pour chaque thématique clé	<i>2 fiches/thématique</i>
▪ Supports Visuels pour accompagner la diffusion des résultats	15
▪ Rapport Final de capitalisation détaillant la méthodologie, les résultats obtenus, les leçons apprises (bonnes	20

pratiques identifiées et/ou reproductibles, écueils à éviter...), et les recommandations pour la pérennité du projet.

6 ORGANISATION DES TRAVAUX

6.1 Modalités de coordination

Il est demandé à l'équipe de consultant-e-s d'associer étroitement Expertise France et l'OGP à la construction de son raisonnement, par des liens réguliers tout au long de la mission, de la note de cadrage jusqu'à la réunion de présentation du rapport provisoire. En particulier, un partage des constats et des premiers éléments d'analyse doit se faire dès la fin de la mission, avant la rédaction du rapport provisoire.

6.2 Organisation des missions terrain (facultatif)

L'équipe du projet souhaite que des missions de collecte de données sur place soit organisées dans au moins un des pays d'intervention. L'équipe retenue assurera une collecte de donnée.

L'équipe projet assurera toute la logistique terrain liée à cet exercice (la logistique de la mission de capitalisation/évaluation ; organisation des entretiens/ateliers et la séance de restitution, des déplacements, etc.).

6.3 Calendrier

La durée totale de la mission d'évaluation finale et de capitalisation est estimée à 62 h/j, entre mai et septembre 2025 telle que détaillée ci-dessous à titre indicatif :

Activités	Lieu	Période
1. Phase de cadrage	<i>Lieu de résidence de l'équipe missions</i>	<i>Mi-Mai 2025</i>
2. Présentation de la note de cadrage	<i>Lieu de résidence de l'équipe missions</i>	<i>Juin 2025</i>
3. Mission terrain et autres collectes de données	<i>A définir</i>	<i>Juin - 1^{er} juillet 2025</i>
4. Restitutions intermédiaires et collectes des feedback au séminaire régional du PAGOF2 à Cotonou au Bénin		<i>Semaine du 7 Juillet 2025</i>
5. Livrables finaux		<i>Septembre 2025</i>

L'équipe d'évaluation et de capitalisation sélectionnée devra proposer dans son offre un plan de travail détaillé incluant les jours travaillés par activité et par membre de l'équipe, ainsi que les dates et lieux indicatifs. Ce plan de travail sera discuté et validé lors de la réunion de démarrage.

7 MOYENS

7.1 Profil(s) demandé(s)

Qualifications et expérience

- Titulaire d'un diplôme universitaire (3ème cycle) dans un domaine pertinent à la mission : en sciences sociales/coopération internationale/ingénierie de projet de développement ou expérience équivalente de l'éducation/coopération internationale/sécurité/ingénierie de projet/évaluation,
- Expérience professionnelle sur le sujet du gouvernement ouvert ou des sujets connexes (participation de la société civile, médias...)

Expérience et compétences avérées en suivi évaluation /capitalisation et apprentissage d'au moins 10 ans ;

- Expérience dans la mise en place de dispositif de suivi évaluation et la conduite d'évaluations finales notamment sur la thématique du gouvernement ouvert ou des sujets connexes et sur des projets multi-pays et notamment des projets soutenus par le bailleur AFD.
- Connaissance du Contexte Africain Francophone : Connaissance approfondie des enjeux du Gouvernement Ouvert dans les pays africains francophones, et idéalement une expérience dans les pays cibles du projet (Côte d'Ivoire, Maroc, Tunisie, Sénégal, Bénin).
- Expérience de coordination multi-acteurs
- Une expérience dans des projets similaires ou des connaissances en gestion de projet seraient très appréciées
- Excellente maîtrise des outils bureautiques (MS Office : Word, Excel, PowerPoint et de leur équivalents LibreOffice)
- Excellentes qualités de communication et d'organisation et capacité à produire des rapports clairs et des synthèses communicantes
- Compétence en design graphique et infographie serait un atout.

Compétences linguistiques :

- Excellente maîtrise du français, écrit et parlé (bonnes capacités de rédaction, de synthèse et d'analyse...), la maîtrise de l'anglais serait un plus.

7.1.1 Organisation attendue de l'équipe

L'équipe d'évaluation/capitalisation, devra proposer dans son offre une répartition des rôles et responsabilités tout au long du processus. Cette répartition sera discutée et validée lors de la réunion de démarrage.

7.2 Modalités de soumission et de sélection des offres

L'équipe de consultant-e-s intéressée est invitée à présenter une offre technique et financière qui devra inclure :

- **Une offre technique** : compréhension et commentaires sur les éléments des termes de référence, méthodologie, composition de l'équipe mission, les CV et expériences similaires, ainsi que les éléments mentionnés dans ces termes de référence (plan de travail détaillé, répartition des rôles et

Le PAGOF2 est mis en œuvre par Expertise France et l’OGP avec le soutien de l’AFD

responsabilités). Les offres rédigées en français ne devront pas dépasser 10 pages (hors CV en annexe)

- **Une offre financière :** budget global de la mission comprenant les éléments budgétaires suivants en euro (en HT et TTC) : [coût journalier de chaque intervenant ; décomposition des temps d’intervention par intervenant et par étape de travail ; coûts annexes (prestations et documents complémentaires) ; frais de transport (international et local), frais logistiques; avec propositions de modalités de paiement.]

Les offres rédigées en français ne devront pas dépasser 10 pages (hors CV en annexe) et seront évaluées selon les critères et la pondération suivante :

Méthodologie : 40%	Profil des expert-e-s : 35%	Proposition financière : 25%
--------------------	-----------------------------	------------------------------